

LA REDEVABILITÉ SOCIALE AU SEIN DE L'ÉDUCATION À VOIX HAUTE

COMMENT LE PROGRAMME ÉDUCATION À VOIX HAUTE SOUTIENT-IL LA REDEVABILITÉ SOCIALE DANS L'ÉDUCATION ?

La composante opérationnelle 2 (OC2) d'Éducation à Voix Haute a été mise en place pour « renforcer le rôle de la société civile dans la promotion de la transparence et de la redevabilité des politiques nationales en matière d'éducation et de leur mise en oeuvre ».

L'OC2 est spécialement conçu pour garantir la participation des groupes et des communautés les plus marginalisés aux processus de redevabilité sociale.

Entre 2021 et 2026, Éducation à redevabilité a apporté son soutien à soutenu 14 organisations et alliances nationales de la société civile dans le cadre de l'OC2 dans 13 pays répartis sur quatre régions.

QUE SIGNIFIE LA REDEVABILITÉ SOCIALE DANS LE CONTEXTE DE L'ÉDUCATION À VOIX HAUTE ?

Les mécanismes de redevabilité sociale sont des systèmes qui permettent à la société civile de faire le suivi des politiques et les budgets en matière d'éducation, et d'utiliser des données factuelles pour participer aux discussions politiques aux niveaux local, provincial et national. Ces mécanismes améliorent les connaissances et les capacités des communautés en matière de droits à l'éducation, leur permettant ainsi d'exprimer leurs besoins et de demander des comptes aux responsables. Ils impliquent et autonomisent les populations les plus marginalisées afin qu'elles puissent faire entendre leur voix dans le domaine de l'éducation.

Si les 14 bénéficiaires du volet de financement OC2 dans le cadre du programme Éducation à Voix Haute diffèrent par leur approche, leur portée et leurs groupes cibles les processus de changement qu'ils mettent en oeuvre présentent des caractéristiques similaires. Ces mécanismes de redevabilité sociale dans le domaine de l'éducation sont illustrés et simplifiés à la page suivante.

LES VOIES VERS LA REDEVABILITÉ SOCIALE DANS L'ÉDUCATION

L'ÉDUCATION à VOIX HAUTE
plaidoyer et responsabilité sociale



RENFORCEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE
ORGANISER ET AUTONOMISER
LES CITOYENS ET LA SOCIÉTÉ CIVILE

COLLECTER ET RENDRE LES DONNÉES EXPLOITABLES
SURVEILLER LES SERVICES ÉDUCATIFS
ET FIXER DES PRIORITÉS D'ACTION

DIALOGUE POLITIQUE ET PLAIDOYER
IMPLIQUER LES AUTORITÉS DANS LA PRESTATION
DE SERVICES ÉDUCATIFS ET LE RESPECT DES
ENGAGEMENTS

TRANSFORMER LES SYSTÈMES ÉDUCATIFS
INFLUENCER LES SYSTÈMES
ÉDUCATIFS POUR QU'ILS SOIENT PLUS
RESPONSABLES ET INCLUSIFS

Renforcement des capacités et de la voix des groupes de la société civile en matière de droits à l'éducation, de politiques et de plans éducatifs, d'outils de suivi et d'engagement participatifs, de représentation et de défense des intérêts.

Forums de renforcement des capacités
Camp de jeunes – Camp politique
– Redevabilité collective Formation
– Communauté d'apprentissage de pratique – Girls' Caucus

Données et preuves recueillies sur la prestation des services éducatifs, l'exécution du budget et le suivi des engagements gouvernementaux, aux niveaux locaux, infranational et national. La priorité est accordée à l'intégrité des données et à la vérification des faits.

Outils de suivi
Tableau de bord communautaire
– Données scolaires ouvertes – Suivi des dépenses publiques – Évaluation des performances scolaires – EMIS
– Mécanisme de plainte
– Suivi des engagements

Les citoyens se sont mobilisés au sein de réseaux éducatifs et de groupes de veille aux niveaux communautaire, régional, provincial et national. Les personnes marginalisées, notamment les jeunes, les femmes et les filles, sont représentées et autonomisées.

Réseaux et groupes de la société civile
E Observatoire de l'éducation – Réseau de la société civile pour l'éducation – La voix des filles – Les jeunes pour la politique
– Journalistes communautaires
– Clubs de budget participatif

Les données locales sont rendues exploitables grâce à des rapports de suivi synthétiques établis par la société civile, dans lesquels les données sont analysées, vérifiées et classées par ordre de priorité. Les rapports sont visuels et partageables, et contiennent des recommandations claires.

Outils d'analyse
Rapport de suivi – Rapport sur la responsabilité citoyenne – Infographie
– Tableau de bord sur l'éducation des filles – Analyse budgétaire prenant en compte le genre

Les engagements et les plans d'action du gouvernement sont documentés aux niveaux local, infranational et national, puis rendus publics. Les systèmes de suivi des engagements sont mis à jour.

Réunions d'interface et espaces sécurisés pour l'engagement entre la société civile et les autorités, organisés aux niveaux local, infranational et national dans des espaces de dialogue sécurisés. Discussion sur les rapports de suivi et les priorités.

Types de réunions d'interface
Réunions publiques – Réunions dans les couloirs – Réunions de planification du secteur de l'éducation – Hello MP
– Petit-déjeuner politique – Groupes locaux d'éducation – Caucus parlementaire

Les campagnes, l'engagement public et l'action collective unissent une société civile diversifiée et progressiste et influencent l'opinion publique. Leurs voix et leur pouvoir sont amplifiés dans les espaces de plaidoyer.

Outils politiques et de plaidoyer
Charte citoyenne – Manifeste des jeunes
– Note d'orientation – Bandeannonce politique – Audience publique
– Campagne – Manifestation
– Médias

Les politiques éducatives et leur financement sont influencés par la volonté d'offrir à tous un accès plus équitable à une éducation gratuite, publique et de qualité, notamment en investissant dans les femmes, les filles et les personnes les plus marginalisées.

Outils politiques
Audit politique – Analyse budgétaire – Diagnostic du système

Les autorités et les établissements scolaires ont amélioré leurs pratiques inclusives et sont tenus responsables de la mise en oeuvre efficace et équitable des politiques éducatives.

Outils de suivi du système
Audit social – Examen périodique volontaire – Rapports phares de la société civile – Examens des budgets et des plans sectoriels tenant compte des questions de genre

Boucle de rétroaction vers la société civile et les communautés

RENFORCEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE – ORGANISER ET AUTONOMISER LES CITOYENS ET LA SOCIÉTÉ CIVILE

Les mécanismes de redevabilité sociale impliquent la **mobilisation des citoyens au sein de réseaux et de groupes éducatifs à différents niveaux** – qu'ils soient locaux, infranationaux ou nationaux. Cela passe notamment par l'autonomisation et la représentation de certains des groupes les plus marginalisés et de leurs organisations. Les organisations et alliances nationales de la société civile relevant de l'OC2 établissent et renforcent différents réseaux de la société civile et groupes de suivi tels que les Observatoires de l'éducation (Bénin), les Réseaux de la société civile pour l'éducation (Pakistan), les Unités « Girls' Voices en anglais » (Bénin), la Jeunesse pour la politique (Bangladesh), les Clubs budgétaires participatifs (Ouganda), les Équipes Éducation pour tous et les groupes de Journalistes communautaires (Ghana).

Ces groupes et réseaux d'**acteurs de la société civile voient leurs capacités renforcées** pour comprendre les droits, les politiques et les plans en matière d'éducation dans leur pays, savoir comment utiliser différents outils de suivi et connaître les divers espaces de plaidoyer disponibles ou créés. Les bénéficiaires de OC2 utilisent différentes plateformes de renforcement des capacités et d'autonomisation, telles que des camps pour les jeunes et sur les politiques (Bangladesh), des formations sur la responsabilité collective (Philippines), des communautés d'apprentissage (Népal) et le Girls' Caucus (Ghana).

COLLECTER ET RENDRE LES DONNÉES EXPLOITABLES – SURVEILLER LES SERVICES ÉDUCATIFS ET FIXER DES PRIORITÉS D'ACTION

Ces groupes et réseaux de la société civile mobilisés et autonomisés **collectent des données et des preuves sur le terrain concernant la prestation des services éducatifs**, et l'exécution du budget. Ils vérifient dans quelle mesure les engagements du gouvernement et le droit des citoyens à l'éducation sont respectés aux niveaux locaux, infranational et national. Pour ce faire, ils utilisent des outils tels que les fiches d'évaluation communautaires (dans divers pays), les données scolaires ouvertes/EMIS (Pakistan, Ghana), le suivi des dépenses publiques (Ouganda), l'évaluation des performances scolaires (Ghana), les mécanismes de plainte et les outils de suivi des engagements (Philippines).

Les données et les preuves recueillies sont ensuite exploitées de différentes manières. Pour ce faire, les données locales sont analysées et synthétisées dans des rapports de suivi de la société civile. Elles sont vérifiées afin de garantir leur intégrité et d'éviter toute désinformation. Les données sont classées par ordre de priorité et présentées dans des documents visuels et pouvant être partagés, accompagnés de recommandations claires à l'intention des autorités. Les bénéficiaires de OC2 utilisent des outils tels que des rapports de suivi, des rapports de responsabilité citoyenne, des infographies, le tableau de bord sur l'éducation des filles (Libéria) et l'analyse budgétaire prenant en compte le genre (Libéria, Ouganda).

DIALOGUE POLITIQUE ET PLAIDOYER – IMPLIQUER LES AUTORITÉS DANS LA PRESTATION DE SERVICES ÉDUCATIFS ET LE RESPECT DES ENGAGEMENTS

Il s'agit ensuite d'organiser des **réunions d'interface et d'utiliser divers espaces pour favoriser l'engagement entre les groupes de la société civile ou de citoyens et les autorités** et les acteurs gouvernementaux à différents niveaux. Ces espaces d'engagement sont utilisés pour présenter les résultats issus des processus de suivi et de contrôle. Des rapports et des données prioritaires sont présentés et discutés, ce qui permet une interface entre les citoyens marginalisés et les autorités. Certaines recommandations concernent le niveau scolaire ou régional, tandis que d'autres doivent être transférées vers des rapports de suivi et des réunions d'interface au niveau provincial ou national. Les bénéficiaires de OC2 utilisent les espaces de dialogue existants tels que les réunions publiques (Ghana, Bangladesh), les réunions de planification du secteur de l'éducation, les groupes éducatifs locaux, les caucus parlementaires. Ils créent également de nouveaux espaces tels que Hello MP et les petits-déjeuners politiques (Bangladesh), ou différents types de réunions de lobbying. Il existe souvent différentes étapes de réunions d'interface à différents niveaux.

Les réunions sur les processus et les interfaces débouchent le plus souvent sur des **engagements et/ou des plans d'action de la part des pouvoirs publics**. Les bénéficiaires de OC2 garantissent la redevabilité des pouvoirs publics en documentant ces engagements afin d'en assurer le suivi aux niveaux supérieurs. Le mécanisme de redevabilité sociale garantit que les engagements pris aux différents niveaux sont documentés et que les systèmes de suivi des engagements sont donc également mis à jour par les bénéficiaires de OC2.

Parallèlement et de manière interchangeable avec les deux processus susmentionnés (réunions d'interface et engagements gouvernementaux), la société civile organise des campagnes, des actions de mobilisation publique et des dialogues afin d'influencer l'opinion publique et de garantir que les différentes composantes de la société civile s'unissent pour faire entendre leur voix dans le cadre d'actions de plaidoyer. Les bénéficiaires de l'OC2 dans le domaine de l'EOL utilisent divers outils politiques et de plaidoyer tels que la charte citoyenne (Philippines), le manifeste des jeunes et les notes d'orientation/bandes-annonces politiques (Bangladesh), les audiences publiques, différents types de manifestations et les campagnes médiatiques faisant appel à des journalistes communautaires (Ghana).

TRANSFORMER LES SYSTÈMES ÉDUCATIFS – INFLUENCER LES SYSTÈMES ÉDUCATIFS POUR QU'ILS SOIENT PLUS RESPONSABLES ET INCLUSIFS

En s'engageant dans ces mécanismes de redevabilité sociale, les bénéficiaires de la composante opérationnelle OC2 **influencent les politiques éducatives et le financement** afin de garantir un accès plus équitable à une éducation gratuite, publique et de qualité pour tous, y compris en investissant dans l'éducation des femmes, des filles et des personnes les plus marginalisées. Des outils politiques tels que l'audit politique, l'analyse budgétaire et le diagnostic du système sont utilisés.

Ce faisant, et en veillant à ce que tous les niveaux soient impliqués, les autorités et les institutions éducatives sont tenues responsables de la mise en oeuvre efficace et équitable des politiques éducatives. Les mécanismes de redevabilité sociale mis en oeuvre par les bénéficiaires de OC2 et leurs réseaux respectifs de la société civile visent à l'institutionnalisation, afin **d'améliorer à terme les pratiques des autorités et des institutions pour qu'elles soient plus inclusives et responsables**.

Enfin, et surtout, les résultats des mécanismes et processus de redevabilité sociale aux niveaux provincial et national seraient communiqués aux communautés et aux réseaux locaux de la société civile, garantissant ainsi une redevabilité verticale.

Éducation à Voix Haute est le fonds du Partenariat Mondial pour l'Éducation dédié à la défense des intérêts et à la responsabilisation de la société civile dans le domaine de l'éducation. Ce programme vise à renforcer la capacité de la société civile à participer à la planification, au dialogue politique et au suivi du secteur de l'éducation, à promouvoir la transparence et la responsabilisation dans les politiques éducatives nationales, ainsi qu'à créer un environnement mondial et régional plus propice aux efforts de la société civile en matière de plaidoyer et de transparence dans le domaine de l'éducation.

WWW.EDUCATIONOUTLOUD.ORG